



Le FN n'est pas un parti

« *comme les autres* »

Le FN veut faire croire qu'il est devenu un parti « comme un autre » et qu'il aurait rompu avec ses « excès » ● Pour SUD-Rail, le FN reste un parti profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste ● S'il prospère actuellement en s'appuyant sur des discours aux accents « sociaux », il est clair qu'il ne s'agit là que d'un artifice pour lui donner plus de poids électoralement ● C'est un piège dans lequel les salarié-e-s ne doivent pas tomber.

La préférence nationale

La base de la politique du FN, c'est la préférence nationale, qui exprime la volonté politique de réserver des avantages (généralement financiers) ainsi que la priorité à l'emploi aux détenteurs/trices de la nationalité française ou à refuser les aides sociales à des personnes qui ne l'aurait pas. Cette idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons est l'expression d'un rejet de l'autre qui font porter sur les étranger-e-s tous les maux de notre société. Elle est à la base de toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, pourtant interdites en France. **Tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours auparavant uniquement porté par le FN.** Il l'instrumentalise en donnant des réponses « faciles » : c'est la faute des autres, il faut donc se replier sur nous-même...

Capitalistes d'abord...

Si nous sommes les premiers à considérer que l'accélération des politiques libérales a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, nous refusons les « solutions » prônées par le FN pour en « sortir ». Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-es et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie. Le FN joue sur la corde « antimondialiste ». Pour notre part, **nous revendiquons une autre mondialisation où les solidarités priment en termes économiques, politiques et sociaux, contrairement à l'opposition entre les peuples que tous les « nationalismes » entraînent.**

Que le capitalisme soit d'ici ou d'ailleurs, peu importe : pour les salarié-es, c'est bien l'exploitation qui est en cause, et provoque l'accaparement des richesses par une minorité. Et c'est bien l'union des salarié-es, quel que soit leur lieu de travail ou leur statut, qu'il convient de rechercher. Les diviser, sous couvert de « préférence nationale », ne peut servir que ceux qui exploitent.

Des discours selon les saisons...

Peu clair, ou plutôt particulièrement changeant dans son discours selon les moments où le public auquel il s'adresse, le FN peut ainsi dire tout et son contraire pour ratisser large.

Il affirme s'être « battu dès la première seconde contre la Loi El Khomri », il a **pourtant été largement silencieux durant le mouvement contre la « loi Travail »**. Bien au contraire, plusieurs amendements ont été déposés par le FN pour la suppression du compte pénibilité, le doublement des seuils sociaux ou encore la limitation du « monopole syndical », amendements retirés à la demande de la direction du parti. Sur l'État, les fonctionnaires, le service public, hier encore, ils étaient inutiles, aujourd'hui ils sont indispensables... Personne n'a pu oublier les gesticulations du Front National concernant « le droit au mariage pour tous et toutes », la moitié des dirigeants du parti descendaient dans la rue tandis que l'autre moitié, sur les plateaux de télévision, tentait de rassurer les partisans de cette mesure en disant qu'ils n'y étaient pas opposés. Et c'est le même cirque sur le droit à l'avortement, sur lequel les propos se contredisent à chaque nouvelle interview selon qui répond aux journalistes !

Aux antipodes des intérêts des salarié-es...

En dehors de quelques mesures phares pour faire illusion, la posture sociale du FN consiste en une dénonciation réactionnaire du « système » (dont il profite bien !) et à substituer à la lutte des classes une « identité nationale » fantasmée, comme si les salarié-es avaient les mêmes intérêts que leurs patrons !



Il ne propose aucune remise en cause des intérêts patronaux, des rapports de domination et d'exploitation. Il ne dit rien sur les causes réelles des inégalités sociales, sur les logiques patronales, sur les conditions de travail, sur la répartition des richesses. Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front National pour accéder au pouvoir.

Mais, derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « petits » contre « les gros », le contenu concret de son programme, renvoie de fait au chacun pour soi.

Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'Union syndicale Solidaires, dont SUD-Rail est adhérent, rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre tou-te-s les salarié-e-s et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie.

La politique menée par le Front National est avant tout antisociale. Les accents « sociaux » de ses dirigeant-e-s ne sont qu'un écran de fumée. N'en soyons pas dupes. Rejeter l'autre, en se tournant vers le Front National n'est pas une solution. C'est tous et toutes ensemble, parce que solidaires et non divisé-e-s face au patronat, que nous arriverons à gagner plus de droits ! Pour tous !

Nos luttes

ne sont pas récupérables !

Lors du mouvement de grève des cheminot-es du mois de juin 2014 pour la défense du service public et contre la casse de la SNCF, l'extrême droite a donné une nouvelle illustration de sa stratégie démagogique du double discours... selon à qui elle s'adresse.

En direction des usagers, via le journal « Présent » notamment, l'extrême droite dénonçait la « prise d'otages » que constituait cette grève.

En direction des cheminot-es, le FN a d'abord condamné, dans un même élan, la réforme et les syndicats... avant qu'un de ses responsables tente de dire qu'il comprenait les grévistes et leurs organisations.

D'autres groupes d'extrême-droite ont tenté, notamment sur Internet, de se réapproprier le mouvement des cheminot-es, utilisant des interviews ou des images de salarié-e-s en lutte.

Cette manipulation montre que l'extrême-droite recherche un alibi « social » à ses manœuvres démagogiques et dangereuses. Nous ne l'acceptons pas.

Nous réaffirmons que le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salarié-es !

Aux antipodes d'une société solidaire, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'extrême droite se présente comme « antisystème », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Lutter contre les offensives patronales, contre la casse des acquis sociaux et pour des services publics de qualité, c'est aussi lutter contre l'extrême droite.

Communiqué des fédérations cheminots CGT et SUD-Rail du 10 juillet 2014.